

**FEDERATION DES VOSGES POUR  
LA PECHE ET LA PROTECTION DU  
MILIEU AQUATIQUE**

31 rue de l'Estrey  
88440 NOMEXY

RCS EPINAL 783 447 667

---

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2021

Aux membres,

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la FEDERATION DES VOSGES POUR LA PECHE ET LA PROTECTION DU MILIEU AQUATIQUE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

**Fondement de l'opinion**

***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

### ***Observation***

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note de l'Annexe aux comptes annuels intitulée « Etat des provisions » qui indique qu'un litige est en cours avec le Conseil Départemental.

### **Justification des appréciations**

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

### **Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes**

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et

appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Remiremont,  
Le 14 mars 2022

**CFGs AUDIT**



**Anne-Christine FRERE**  
Commissaire aux comptes associée  
Inscrite à la Compagnie Régionale de l'Est

## BILAN DETAILLE

FEDERATION DE PECHE DES VOSGES

Edition du : 01/01/2021 au 31/12/2021

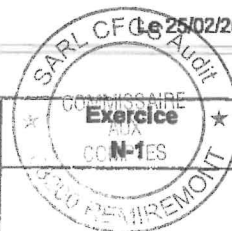
Soldes N-1 de l'exercice



ACTIF	Exercice N			N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Net
<b>Actif Immobilisé :</b>				
<b>Immobilisations incorporelles :</b>				
- Fonds commercial				
- Frais d'établissement				
- Frais de recherche et de développement				
- Donations temporaires d'usufruit				
- Concessions brevets, licences, marques, procédés logiciels, droits et valeurs similaires	7 158	3 620	3 538	5 588
- Immobilisations incorporelles en cours				
- Avances et acomptes				
- Autres				
<b>Immobilisations corporelles :</b>				
- Terrains	571 424	30 937	540 487	542 794
- Constructions	512 971	378 053	134 919	160 567
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	154 767	141 185	13 583	16 834
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
- Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
- Autres	190 685	161 275	29 411	30 238
<b>Immobilisations Financières :</b>				
- Participations et créances rattachées	181 140		181 140	178 920
- Autres titres immobilisés				
- Prêts				
- Autres				113
<b>TOTAL I</b>	<b>1 618 145</b>	<b>715 069</b>	<b>903 077</b>	<b>935 056</b>
<b>Actif circulant :</b>				
- Stocks et en-cours				
- Marchandises				
- Avances et acomptes				
<b>Créances</b>				
- Clients, usagers et comptes rattachés	22 328		22 328	132 168
- Créances reçues par legs ou donations				
- Autres	303 789		303 789	252 641



ACTIF	Exercice N			Net
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	
- Valeurs mobilières de placement				
- Instruments de trésorerie				
- Disponibilités (autres que caisse)	420 973		420 973	302 461
- Caisse	212		212	650
- Charges constatées d'avance				10 507
<b>TOTAL II</b>	<b>747 302</b>		<b>747 302</b>	<b>698 426</b>
- Frais d'émission des emprunts (III)				
- Primes de remboursement des emprunts (IV)				
- Ecart de conversion actif (V)				
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>2 385 447</b>	<b>715 069</b>	<b>1 650 379</b>	<b>1 633 482</b>



PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
<b>Fonds propres :</b>		
<b>Fonds propres sans droit de reprise :</b>		
- Fonds statutaires	1 141 872	1 141 741
- Fonds propres complémentaires		
<b>Fonds propres avec droit de reprise :</b>		
- Fonds propres statutaires		
- Fonds propres complémentaires		
<b>Ecart de réévaluation</b>		
<b>Réserves :</b>		
- Réserves statutaires ou contractuelles		
- Réserves pour projet de l'entité	52 939	52 939
- Autres		
- Report à nouveau		
<b>Résultat de l'exercice (Excédent ou déficit)</b>	73 430	132
<b>Situation nette (sous total)</b>	<b>1 268 242</b>	<b>1 194 812</b>
- Fonds propres consommables		
- Subventions d'investissement	98 796	135 237
- Provisions réglementées		
<b>TOTAL I</b>	<b>1 367 038</b>	<b>1 330 049</b>
<b>Fonds reportés et dédiés :</b>		
- Fonds reportés liés aux legs ou donations		
- Fonds dédiés	85 968	36 461
<b>TOTAL II</b>	<b>85 968</b>	<b>36 461</b>
<b>Provisions :</b>		
- Provisions pour risques		
- Provisions pour charges		
<b>TOTAL III</b>		
<b>Dettes :</b>		
- Emprunts et dettes assimilées		
- Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	22 094	39 357
- Emprunt et dettes financières diverses		
- Avances et acomptes		
- Fournisseurs et comptes rattachés	83 672	126 294
- Dettes des legs ou donations		
- Dettes fiscales et sociales	62 649	47 550
- Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	6 012	
- Autres	22 945	53 770
- Instruments de trésorerie		
- Produits constatés d'avance		
<b>TOTAL IV</b>	<b>197 373</b>	<b>266 972</b>
- Ecart de conversion passif V		



PASSIF	Exercice N	
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	1 650 379	1 633 482





## COMPTE DE RESULTAT DETAILLE

FEDERATION DE PECHE DES VOSGES

Edition du : 01/01/2021 au 31/12/2021

Soldes N-1 de l'exercice

	Exercice N	Exercice N-1
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Cotisations	202 578	195 323
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	8 790	1 961
Dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	45 250	39 196
Dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	491 183	668 283
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	1 196	1 090
Mécénats		
Legs, donations et assurances vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	3 554	4 630
Utilisations des fonds dédiés	36 461	
Autres produits	12	2
<b>TOTAL (I)</b>	<b>789 023</b>	<b>910 484</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	12 788	2 178
Autres achats et charges externes	132 293	117 713
Aides financières	186 961	481 505
Impôts, taxes et versements assimilés	1 229	1 268
Salaires et traitements	208 371	210 603
Charges sociales	77 773	79 734
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	42 695	41 280
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés	85 968	36 461
Autres charges	7	11
<b>TOTAL (II)</b>	<b>748 086</b>	<b>950 754</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>40 937</b>	<b>(40 270)</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	2 930	3 864
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		

	Exercice N	Exercice N-1
<b>TOTAL (III)</b>	<b>2 938</b>	<b>3 884</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	661	1 019
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL (IV)</b>	<b>661</b>	<b>1 019</b>
<b>RESULTAT FINANCIER (III-IV)</b>	<b>2 269</b>	<b>2 844</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (I-II+III-IV)</b>	<b>43 206</b>	<b>(37 426)</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Sur opérations de gestion	34	283
Sur opérations en capital	37 450	37 645
Reprises sur Provisions, dépréciations et transferts de charges		
<b>TOTAL (V)</b>	<b>37 483</b>	<b>37 928</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Sur opérations de gestion	7 224	341
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
<b>TOTAL (VI)</b>	<b>7 224</b>	<b>341</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)</b>	<b>30 260</b>	<b>37 587</b>
<b>PARTICIPATION DES SALAIRES AUX RESULTATS (VII)</b>		
<b>IMPOTS SUR LES BENEFICES (VIII)</b>	<b>35</b>	<b>29</b>
<b>TOTAL DES PRODUITS (I+II+V)</b>	<b>820 436</b>	<b>952 276</b>
<b>TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII+VIII)</b>	<b>756 006</b>	<b>952 144</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>73 430</b>	<b>132</b>



	Exercice N	Exercice N-1
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
<b>TOTAL</b>	<b>21 976</b>	<b>11 987</b>
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>	<b>21 976</b>	<b>11 987</b>
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel Bénévole		
<b>TOTAL</b>	<b>21 976</b>	<b>11 987</b>
	<b>21 976</b>	<b>11 987</b>



## ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

EXERCICE DU 01/01/2021 AU 31/12/2020

### FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

L'exercice a été marqué par la crise sanitaire du Covid-19.

### EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Aucun évènement significatif n'est survenu postérieurement à la clôture des comptes de l'exercice.

### REGLES ET METHODES COMPTABLES

#### Principes et conventions comptables

Les comptes de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect du principe de prudence et d'indépendance des exercices et en présumant la continuité de l'exploitation.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du Code du Commerce, du règlement ANC n° 2014-03 relatif au plan comptable général, ainsi que du règlement n° ANC 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non-lucratif.

#### Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

### INFORMATIONS GENERALES

La fédération a pour objet :

- le développement durable de la pêche amateur, la mise en œuvre d'actions de promotion du loisir-pêche par toutes mesures adaptées, en cohérence avec les orientations nationales ;
- la protection des milieux aquatiques, la mise en valeur et la surveillance du domaine piscicole départemental.

Elle assure la collecte de la redevance pour protection du milieu aquatique et de la cotisation pêche et milieux aquatiques, soit directement auprès des AAPPMA, soit par l'intermédiaire du dispositif d'adhésion par internet mis à disposition des AAPPMA et géré par la Fédération nationale.



Elle définit et coordonne les actions des associations adhérentes concourant à cet objet.

La fédération peut être chargée de toute mission d'intérêt général en rapport avec son objet social.

Pour la poursuite de ses objectifs, la fédération est chargée :

- 1) De participer à l'organisation et à la connaissance de la pratique de la pêche, à toutes les actions en faveur de la promotion et du développement du loisir pêche, en favorisant en particulier la réciprocité et en élaborant des orientations départementales en faveur du développement durable du loisir pêche.
- 2) De concourir au développement du tourisme et de l'activité économique du département.
- 3) De mener des actions d'information, de formation et d'éducation en matière de protection des milieux aquatiques et du patrimoine piscicole et d'éducation à l'environnement, au développement durable et à la biodiversité.
- 4) De susciter et coordonner les activités des associations adhérentes, de les soutenir en leur apportant une assistance financière, technique et juridique, de veiller à la bonne exécution de leurs obligations statutaires et d'assurer sur le plan départemental toutes les liaisons nécessaires avec l'administration et de centraliser les informations. Elle pourra souscrire au dispositif d'adhésion par internet mis à disposition des AAPPMA et géré par la Fédération nationale.
- 5) D'établir, un plan départemental de protection du milieu aquatique et de gestion des ressources piscicoles, conformément à l'article L. 433-4 du code de l'environnement et de veiller à la compatibilité des plans de gestion des associations adhérentes avec ce plan.
- 6) De donner un avis aux autorités compétentes sur tout aménagement ou mesure susceptible de porter atteinte à la qualité des milieux aquatiques, à leurs peuplements piscicoles et à la pratique de la pêche, ainsi que sur la création de piscicultures et de proposer des mesures d'évitement, de réduction, voire de compensation si nécessaire.
- 7) De concourir à la police de la pêche et de veiller à la protection du patrimoine piscicole et des milieux aquatiques, en particulier en participant à la répression du braconnage, à la lutte contre la pollution des eaux et la destruction des zones essentielles à la vie du poisson, et en œuvrant en faveur du maintien dans les cours d'eau de débits garantissant la vie aquatique et la libre circulation des espèces piscicoles.
- 8) D'effectuer, sous réserve des autorisations nécessaires, tous travaux et interventions de mise en valeur piscicole, tels des inventaires piscicoles, la constitution de réserves, l'aménagement de frayères, des opérations de repeuplement, l'établissement de passes à poissons et, plus généralement, toute réalisation nécessaire à l'accomplissement du but qu'elle s'est fixé.
- 9) De détenir à titre onéreux ou gratuit, éventuellement dans le cadre des articles L. 432-1 et L. 435-5 du code de l'environnement, des droits de pêche qu'elle exploite dans l'intérêt des membres des associations adhérentes. Elle est alors assujettie aux mêmes obligations de protection et de gestion que ces associations pour les droits ainsi exploités.



- 10) D'assurer la récupération trimestrielle auprès des associations adhérentes du produit de la cotisation statutaire fédérale et de la cotisation pêche et milieux aquatiques ainsi qu'auprès des AAPPMA et, le cas échéant, dans les conditions fixées par la réglementation, de l'ADAPAEF, de la redevance pour protection du milieu aquatique prévue à l'article L. 213-10-12 du code de l'environnement.
- 11) De reverser à l'agence de l'eau concernée la redevance pour protection du milieu aquatique et à la Fédération nationale, la cotisation prévue à l'article L. 434-5 du code de l'environnement selon l'échéancier défini par cette dernière.
- 12) Dans le cadre du dispositif d'adhésion par internet susvisé, par dérogation aux 11° et 12° du présent arrêté, de recevoir le produit de la cotisation, déduction faite de la cotisation pêche et milieux aquatiques, et de reverser la redevance pour la protection du milieu aquatique à l'agence de l'eau et la cotisation revenant à l'AAPPMA.
- 13) D'associer à ses travaux les associations de pêche spécialisées.

## COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN

### Etat des immobilisations

	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute en fin d'exercice
Logiciels	7 158			7 158
Autres immob. Incorporelles				
<b>TOTAL</b>	<b>7 158</b>			<b>7 158</b>
Terrains et étangs	571 424			571 424
Constructions	512 971			512 971
Agencements constructions				
Matériel & outillage	155 151		384	154 767
Matériel de transport	108 713			108 713
Matériel de bureau	73 362	8 610		81 972
Mobilier				
<b>TOTAL</b>	<b>1 421 621</b>	<b>8 610</b>	<b>384</b>	<b>1 429 847</b>
Titres de participation	178 920	2 220		181 140
Dépôts & cautionnements	113		113	0
<b>TOTAL</b>	<b>179 033</b>	<b>2 220</b>	<b>113</b>	<b>181 140</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 607 812</b>	<b>10 830</b>	<b>497</b>	<b>1 618 145</b>

### Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice	Montants en début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montants en fin d'exercice
Logiciels	1 570	2 050		3 620
Autres immob. Incorporelles				
<b>TOTAL</b>	<b>1 570</b>	<b>2 050</b>		<b>3 620</b>
Terrains	28 629	2 307		30 937
Constructions	352 404	25 649		378 053
Agencements constructions				
Matériel & outillage	138 317	3 252	384	141 185
Matériel de transport	83 271	7 115		90 386
Matériel de bureau	68 566	2 322		70 888
Mobilier				
<b>TOTAL</b>	<b>671 187</b>	<b>40 645</b>	<b>384</b>	<b>711 449</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>672 757</b>	<b>42 695</b>	<b>384</b>	<b>715 069</b>



### Etat des provisions

	Montants en début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montants en fin d'exercice
<b><u>Pour risques et charges</u></b>				
Provisions pour litiges				
Provisions pour pensions				
Autres				
<b>TOTAL</b>				
<b><u>Pour dépréciation</u></b>				
Sur stocks et en cours		<b>NEANT</b>		
Sur comptes clients				
Autres provisions pour dépréciations				
<b>TOTAL</b>				
<b>TOTAL GENERAL</b>				
Dont dotations et reprises	- d'exploitation - financières - exceptionnelles			

Un litige oppose la Fédération au Conseil Départemental des Vosges.  
Il porte sur un problème de réfection de la digue de l'étang de Vanne à Escles sur laquelle  
passe la route départementale 460.  
La Fédération conteste les demandes du Département. Des expertises sont en cours afin de  
déterminer les responsabilités et les travaux à réaliser.

### Etat des échéances des créances et des dettes

<b>Etat des créances</b>	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Créances clients	22 328	22 328	
Créances douteuses ou litigieuses			
Autres créances	12 329	12 329	
Divers Etat et collectivités publiques	291 460	291 460	
Débiteurs divers			
Charges constatées d'avance			
<b>TOTAL</b>	<b>326 117</b>	<b>326 117</b>	

<b>Etat des dettes</b>	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts & dettes ets crédit	22 094	16 545	5 949	
Emprunts & dettes financ. diverses				
Fournisseurs & comptes rattachés	83 672	83 672		
Personnel et comptes rattachés	37 694	37 694		
Organismes sociaux	24 272	24 272		
Impôts & taxes	683	683		
Dettes sur immobilisations	6 012	6 012		
Groupe et sociétaires				
Autres dettes	22 945	22 945		
<b>TOTAL</b>	<b>197 373</b>	<b>191 424</b>	<b>5 949</b>	



### Variation des fonds propres

	Montants en début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Montants en fin d'exercice
Fonds associatifs	1 141 741	132		1 141 872
Réserves pour travaux	52 939			52 939
Résultat	132	73 430	132	73 430
Subventions d'investissement	135 237		36 441	98 796
<b>TOTAL</b>	<b>1 330 049</b>	<b>73 562</b>	<b>36 573</b>	<b>1 367 038</b>

### Fonds dédiés

	Montants en début d'exercice	Reports en fonds dédiés de l'exercice	Fonds dédiés utilisés	Montants en fin d'exercice
Agence de l'Eau Rhin Meuse Continuité écologique Moselle	36 461		36 461	0
Agence de l'Eau Rhin-Meuse Effacement barrage étang du Faing - Cornimont		85 968		85 968
<b>TOTAL</b>	<b>36 461</b>	<b>85 968</b>	<b>36 461</b>	<b>85 968</b>

### Evaluation des immobilisations

La valeur brute des éléments incorporels et corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

### Evaluation des amortissements

Les méthodes et durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Logiciels	Linéaire	De 1 à 3 ans
Constructions	Linéaire	De 10 à 20 ans
Agencements des constructions	Linéaire	De 5 à 10 ans
Matériel & outillage	Linéaire	De 3 à 5 ans
Matériel de transport	Linéaire	De 3 à 5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	De 2 à 8 ans
Mobilier	Linéaire	De 5 à 10 ans

### Evaluation des créances et des dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.





### Dépréciations des créances

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

### Evaluation des valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

En cas de cession portant sur une ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres a été estimée selon la méthode du premier entré premier sorti.

### Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes du bilan	Montant
Banques – produits à recevoir	2 264
Fournisseurs - Avoirs à recevoir	
Clients – Factures à établir	
Etat – produits à recevoir	
Organismes sociaux – Produits à recevoir	291 295
Divers – Produits à recevoir	
...	
<b>TOTAL</b>	<b>293 559</b>

Il s'agit principalement de soldes de subventions d'exploitation

### Charges à payer

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes du bilan	Montant
Emprunts – Intérêts courus	
Fournisseurs – Factures non parvenues	
Clients – Avoirs à établir	
Etat – Charges à payer	
Personnel – Charges à payer	21 112
Organismes sociaux – Charges à payer	9 710
Divers – Charges à payer	7 334
Banques – Intérêts courus	
...	
<b>TOTAL</b>	<b>38 156</b>

### Subventions d'investissement

Les subventions d'équipements perçues par l'association dans le cadre du financement de ses investissements, sont rapportées au compte de résultat sur le même rythme que l'amortissement des biens qu'elles ont servi à financer (ou selon mes modalités imposées par le financeur)

## ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS



### Dettes garanties par des sûretés réelles

	Montant garanti
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit - Emprunt Caisse d'Epargne	22 094
<b>TOTAL</b>	<b>22 094</b>

### Détail des dettes garanties par des sûretés réelles

Emprunt en date du 05/04/2015

Montant initial de la garantie : 160 000 €

Montant restant dû en capital : 22 094 €

Date de fin d'échéance de la garantie : 03/2023

Nature de la sûreté réelle : nantissement de compte-titres pour 93 000 €

### Engagements en matière de pensions et retraites

L'association n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite. Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée au titre de cet exercice. A la clôture de l'exercice, le montant de ces engagements est de 24 438 €.

Le montant des engagements est calculé en fonction de la convention collective applicable à l'association, en fonction des catégories de personnel.

La méthode de calcul, conforme aux normes comptables du règlement CRC 99-02, prend en compte :

- le salaire brut, l'ancienneté et l'âge de chaque individu ;
- la totalité des effectifs présents ;
- une table de mortalité, une estimation de rotation du personnel ;
- un taux d'actualisation de 0,8 % ;
- un départ à la retraite à l'âge de 65 ans.

### Effectifs du personnel :

La fédération emploie 7 salariés (5 cadres et 2 techniciens)

## COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT

### Concours publics et subventions d'exploitation

Les subventions obtenues sur l'exercice ont été accordées par la Fédération Nationale et par l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse.

### Contributions volontaires en nature

Les contributions volontaires en nature sont constituées des heures de bénévolat.

Le Conseil d'Administration du 12 mars 2021 a décidé de limiter le recensement de ces heures aux temps consacrés par les bénévoles aux actions de terrains menées en appui des salariés fédéraux (pêches d'inventaire et pêches de sauvetage essentiellement). Les temps ainsi relevés s'élèvent à 2 144 heures qui ont été valorisées au taux horaire du SMIC, soit un total de 21 976€ pour l'exercice 2021



### Honoraires des commissaires aux comptes :

Le montant des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 4 360,00 € et se rapporte exclusivement au contrôle légal des comptes.

### Produits et charges exceptionnels

Nature	Montant	Imputé au compte
<b>Produits exceptionnels</b>		
- Produits de cessions d'immobilisations		775....
- Quotes-parts de subventions amorties	37 450	777000
- Régularisations diverses	34	772000
<b>TOTAL</b>	<b>37 484</b>	
<b>Charges exceptionnelles</b>		
- VNC des immobilisations cédées		675...
- Amendes et pénalités		6712...
- Indemnité utilisation photo volée	350	671800
- Litige carte pêche internet	73	671800
- Rappel DPF 2018 à 2020	6 801	672000
<b>TOTAL</b>	<b>7 224</b>	

### Transferts de charges

Nature	Montant
- Indemnités d'assurances	
- Indemnités journalières sur maladies	
- Remboursements de formations	3 554
- .....	
<b>TOTAL</b>	<b>3 554</b>

## **COVID 19**

### **Impacts dans les comptes clos au 31/12/2021**

La fédération constate que la crise sanitaire liée à l'épidémie du Covid-19 a eu un impact significatif sur son activité, sans toutefois remettre en cause la continuité d'exploitation.

**FEDERATION DES VOSGES POUR  
LA PECHE ET LA PROTECTION DU  
MILIEU AQUATIQUE**

31 rue de l'Estrey  
88440 NOMEY

RCS EPINAL 783 447 667

---

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

Exercice clos le 31 décembre 2021

Aux membres de l'association,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.



## **Conventions soumises à l'approbation de l'Assemblée générale**

---

Nous avons été avisés des conventions suivantes visées à l'article L. 227-10 du code de commerce qui sont intervenues au cours de l'exercice écoulé.

### **1<sup>ère</sup> CONVENTION**

Personnes concernées :

Administrateurs de la Fédération Départementale

Description :

Remboursements de frais

Modalités :

Au titre de l'exercice 2021, votre Fédération a remboursé sur justificatifs des frais de déplacements à ses administrateurs pour un montant total de 8 314,31 €.

Certains administrateurs ont renoncé au versement de ces frais contre établissement de reçus fiscaux à hauteur de 1 089,85 €.

### **2<sup>ème</sup> CONVENTION**

Personnes concernées :

M. Michel BALAY, Président de la Fédération Départementale et de l'UBRM

Description :

Contrat de location

Modalités :

Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2017, votre Fédération donnait à location un bâtiment au profit de l'Union des fédérations départementales pour la pêche et la protection du milieu aquatique du Bassin Rhin-Meuse (sigle UBRM). Cette location a pris fin au 31/03/2021.

Cette location est faite sur la base d'un loyer trimestriel ttc € charges locatives comprises et taxe foncière à charge du bailleur.

Pour l'exercice 2021, votre fédération a encaissé à ce titre des loyers pour un montant de 1 513,00 €.

Fait à Remiremont,  
Le 14 mars 2022

**CFGS AUDIT**



**Anne-Christine FRERE**  
Commissaire aux comptes associée  
Inscrite à la Compagnie Régionale de l'Est